

Paris, le 13 janvier 2021,

## Les élus des petites villes de France demandent à être plus étroitement associés à la campagne de vaccination nationale

Réuni sous la Présidence de Christophe Bouillon, ancien Député de Seine-Maritime et Maire de Barentin, le Bureau de l'Association des Petites Villes de France s'est vivement inquiété du **démarrage chaotique de la campagne vaccinale**, du peu d'informations dont disposent les Maires ainsi que des différences notables entre départements concernant la mise en place des centres de vaccination.

Cette lenteur et ce manque de clarté dans la stratégie nationale de vaccination sont les résultantes d'un système trop centralisé et bureaucratisé incapable de répondre aux défis logistiques que posent une campagne de vaccination de masse.

Les élus des petites villes déplorent le **manque de concertation** et d'informations claires des administrations centrales et déconcentrées de l'Etat ainsi que leur réticence à véritablement associer les collectivités locales à la stratégie et à la campagne vaccinales.

Si la politique sanitaire relève de l'Etat dans sa définition stratégique, sa **déclinaison opérationnelle doit néanmoins être plus largement décentralisée**. La faiblesse des moyens de l'Etat déconcentré le rend incapable de remplir efficacement sa mission. Dès lors, toute politique publique -dont celle de la santé- ne peut réussir sans une étroite implication des collectivités territoriales et une réelle application du principe de subsidiarité.

Ainsi, **l'APVF demande des clarifications urgentes à l'Etat** sur les aspects quantitatifs ainsi que sur les cahiers des charges relatifs aux centres de vaccination. Ces derniers varient d'un département à l'autre, ce qui réduit la lisibilité de l'organisation.

Les maires des petites villes proposent également **d'instituer une instance consultative territorialisée**, à l'échelon départemental afin que les élus locaux soient associés et impliqués dans la déclinaison de la stratégie vaccinale. Alors que les Préfets et les Agences régionales de santé (ARS) décident unilatéralement de cette dernière aujourd'hui, une telle instance doit permettre une co-construction et une mise en application plus efficace de la politique de santé à l'échelon local.

Enfin, il apparaît nécessaire de **s'appuyer sur tous les réseaux existants** capables de vacciner : médecins et infirmiers libéraux, pharmaciens etc. Ils constituent un réseau maillé finement à l'échelle territoriale qui dispose d'un circuit logistique efficace.

Au-delà de la stratégie de vaccination qui doit continuer à être définie nationalement, il apparaît désormais essentiel de **s'occuper de l'arrivée du vaccin jusqu'au « dernier kilomètre »** dans tous les territoires. Dans cette optique, la crise sanitaire et les carences logistiques de l'Etat central mises en évidence soulignent une fois de plus le rôle incontournable des petites villes qui maillent le territoire.

Les élus des petites villes souhaitent donc, dans l'intérêt de tous, le succès global et rapide de la campagne vaccinale afin que celle-ci produise ses effets pour endiguer la pandémie. Pour ce faire, il est plus que jamais nécessaire et urgent d'associer et d'impliquer tous les élus de proximité pour relever cet immense défi sanitaire et permettre un retour à une vie économique, sociale et culturelle normale.

**Contacts Presse**

**André ROBERT**, Délégué général - 06 80 84 27 53 - [arobert@apvf.asso.fr](mailto:arobert@apvf.asso.fr)  
**Clément CUNIN**, Relations avec la presse - 07 69 63 96 96 - [ccunin@apvf.asso.fr](mailto:ccunin@apvf.asso.fr)